

CAMINANTE, NO HAY CAMINO, SE HACE CAMINO AL ANDAR...

JOURNÉES REVENDICATIVES ET GROGNE DES RETRAITÉS

RENTRÉE SCOLAIRE 2021! OÙ EN EST-ON ???

FO-DGFIP DÉNONCE

LA SÉCU ET SI ON EN PARLAIT

La Gazette 30 de l'UDR

Édito:

LES RETRAITÉS NE CROIENT PLUS AU PÈRE NOËL

Dans mon édito du mois de juillet, je vous donnais rendez-vous à la rentrée de septembre.

Depuis septembre que s'est-il passé ? L'intersyndicale des 9 a organisé une manifestation de retraités à Bordeaux le 1er octobre avec demande d'audience à la Préfète qui ne nous reçoit jamais! Le devenir des retraités de son département ne l'intéresse sans doute pas. Je sais aussi combien il est difficile de mobiliser, mais à un moment, à force de courber l'échine, il faudra bien se relever...

Le 2 décembre, quelques camarades représentant notre UDR ont rejoint la manifestation parisienne. Tous les départements étaient représentés et cela faisait chaud au cœur de se retrouver. Actuellement, avec la flambée des prix, ce sont les retraités qui "trinquent" le plus.

J'ai toujours en mémoire cette phrase du sociologue Bernard Ennuyer, venu animer un colloque nous dire : "la France n'aime pas ses vieux". Je vais finir par penser qu'il avait raison.... Aujourd'hui, qui est présent dans les associations? Dans les conseils d'administration? Qui compose les conseils municipaux des petites communes? Qui aide enfants et petits-enfants et j'en oublie....

Non, la partie n'est pas gagnée, elle n'est pas perdue non plus. L'année prochaine, qui sait?

Camarades retraités, depuis le temps que l'on nous fait des promesses, qui les a tenues?

Ou plutôt, nous avons toujours été les grands oubliés, vous l'avez bien compris, sauf quand il a fallu "ponctionner" certains d'entre nous. Finalement, nous ne servons plus à grand-chose, nous encombrons les hôpitaux, nous coûtions de l'argent à l'assurance maladie et en plus, nous réclamons des augmentations. Pathétique!!!

Vouloir nous culpabiliser parce que nous percevons une retraite, à croire que nous l'avons volée. Nous n'avons rien volé du tout, nous avons cotisé et il est juste que ces cotisations nous reviennent sous forme de salaire différé. Et pour couronner le tout, les médias nous assaillent de nouvelles effrayantes pour traumatiser les plus fragiles. Ne vous laissez pas intoxiquer par des médias peu scrupuleux. Les retraités et leurs petits problèmes quotidiens n'attirent pas suffisamment d'audience....

Nous ne sommes responsables en rien de ce qui se passe dans ce pays. Preuve en est, on nous a obligés un troisième vaccin, bientôt sûrement un quatrième

et docilement nous allons nous faire vacciner. Vous avez bien compris, je suis en colère et bien décidée à ne pas me laisser faire et à laisser faire tout court. Il faut résister, je l'ai déjà dit, ne restez pas seuls, rejoignez nos structures. Ensemble, nous sommes plus forts.

Je voudrais terminer sur une note plus positive, nous nous acheminons, cahin caha, vers la fin de l'année. Je pensais naïvement que l'année 2021 serait meilleure que la précédente.

À l'UDR, nous avons fait en sorte de nous réunir chaque mois pour maintenir le lien, nous n'avons pas organisé de sorties. Je croise les doigts pour que l'année qui arrive nous permette de bouger, de nous retrouver et de manifester encore davantage.

À toutes et à tous, malgré une morosité ambiante, je vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année. Ne vous laissez pas endormir, la chance peut changer de camp, gardez votre esprit critique et votre bon sens, il y va de notre survie....

Et ensemble résistons...

Michelle Wagner

Retraités inFO Gironde

« Caminante, no hay camino, se hace camino al andar... »

Jo nous a quittés il y a bientôt un an. Jo nous manque me disent souvent les camarades. Oui, Jo nous manque. Mais il aurait voulu que ses camarades continuent la route avec détermination. Et il serait heureux de constater que c'est ce qu'ils font, chaque jour davantage, malgré les embûches.

Jo menait ses combats avec une patience, une persévérance, une capacité d'écoute et de discussion infinies. Il combattait avec une conscience aigüe, chevillée au corps, que le sort de l'Humanité dépend de la capacité des opprimés, de sa classe, la classe ouvrière, à se libérer et à renverser le capitalisme et, pour y parvenir, à s'organiser en toute indépendance des partis, des Églises et de l'État. Jo soulignait souvent : « il ne faut jamais oublier l'État. »

Il y a une citation du grand anarchiste, libre penseur et conférencier Aristide Lapeyre, son ami, qui résume parfaitement la façon qu'avait Jo de combattre. Une citation que Jo a d'ailleurs souvent rappelée.

« Il n'y a de désillusion que pour qui s'est illusionné. Nous voulions la Paix, nous avons eu la guerre. Nous voulions la révolution, nous ne sommes qu'une poignée qui ne va pas à dix mille... Mais voilà je continue. Je continue à détester la guerre et à

penser qu'elle disparaîtra ; je continue à croire à la Révolution sociale et je travaille à tuer la guerre et à faire la révolution sociale. Et même, je n'ai pas eu un seul instant l'impression que j'avais perdu mon temps. Je n'ai pas atteint mon but ? Si ! Je n'ai pas atteint le but que les autres s'assignaient sans doute. Les autres qui voulaient la fin, n'en voulait pas les moyens. Pour moi, il n'y a pas de but, mais une marche vers quelque chose d'illimité : une marche qui se heurtant à des obstacles peut zigzaguer, parfois se ralentir ou se hâter ; mais une marche qui tient compte de l'état de la route. »

Jo était un enfant de l'exil. Il était un fils de réfugié politique espagnol. Son père, qu'il a perdu alors qu'il n'avait que onze ans, était un anarchiste qui avait fui la dictature de Primo de Ribera. Jo était un fils d'immigré, parce que du côté de sa mère la frontière avait été traversée pour trouver du travail, tout simplement. Et Jo ne l'a jamais oublié. La fraternité entre les peuples du monde entier, la solidarité ouvrière internationale, quel que soit le pays d'origine, la couleur de peau, leur nécessité vitale, il ne les a pas apprises dans les livres.

Jo aimait beaucoup le grand poète espagnol Antonio Machado et en particulier le poème qu'il a écrit alors qu'il traversait les Pyrénées, à pied, fuyant la dictature franquiste :

« Caminante no hay camino, se hace camino al andar y al volver la vista atrás se ve la senda que nunca se ha de volver a pisar. Caminante no hay camino sino estrellas sobre la mar. »

« Marcheur, il n'y a pas de chemin, le chemin se fait en marchant et en regardant en arrière on voit le sentier que plus jamais on ne foulera. Marcheur, il n'y a pas de chemin mais des étoiles sur la mer ».

Je veux encore une fois remercier l'UDR et l'UD CGT-Force Ouvrière de la Gironde pour leur solidarité, leur amitié, leur soutien. (Jo tenait beaucoup à ce qu'on n'oublie pas de dire la - CGT- Force Ouvrière).

Jo aimait tant participer aux réunions de l'UDR, aux comités généraux de l'UD, les déjeuners, les discussions avec ses copains et ses copines, ses camarades. Ces moments étaient précieux pour lui, il me les racontait souvent, en détail.

Je veux aussi remercier encore celles et ceux qui, au-delà de la famille, ont entouré Jo et veillé sur lui ces dernières années, avec une solidarité et une affection sans borne, et ceux qui par leur fabuleux travail ont permis que le livre de Jo existe. Pour continuer la route !

Evelyne SALAMERO

JOURNÉE HOMMAGE À JO LE 12 OCTOBRE 2021 À L'UNION DÉPARTEMENTALE CGT- FORCE OUVRIÈRE DE LA GIRONDE



JOURNÉES REVENDICATIVES ET GROGNE DES RETRAITÉS

En 2014, a été créée une inter-syndicale retraités regroupant l'ensemble des organisations syndicales, sauf la CFDT, et des associations de retraités avec un cahier revendicatif clair. Les problèmes rencontrés par les anciens sont tellement nombreux et les non réponses des différents gouvernements ont augmenté le mécontentement des seniors. Cela a au moins le mérite d'avoir consolidé voire amélioré l'unité.

Depuis toutes ces années, il n'y en a pas eu une où on ne re-ense pas de manifestations de retraités, c'est dire le mépris affiché par nos gouvernants successifs.

Nous sommes ignorés, catalogués comme nantis, inconnus sauf pour nous ponctionner (augmentation CSG, instauration CASA, suppression demi-part, etc...).



Depuis de nombreux mois, nous demandons à être reçus par le président de la république, le 1er ministre ou par les députés de la majorité, c'est une fin de non-recevoir permanente.

Sur la Gironde, était organisée le lundi 29 novembre une conférence de presse des Organisations de retraités dont l'UDR FO

33 devant les urgences de l'hôpital Saint André.

L'UD FO 33 était présente en soutien à nos camarades retraités !

(Sud Ouest et TV 7 ont fait des reportages)



Nous avons rappelé nos revendications, pour :

=> L'augmentation immédiate des pensions et des retraites de base et complémentaires et leur indexation sur les salaires moyens

=> La défense et l'amélioration de notre Sécurité sociale au niveau santé et retraite

=> Le développement des Services publics de proximité

=> La défense des libertés individuelles et collectives

Les retraités en ont marre et l'intersyndicale des 9 a décidé de rassembler tous les retraités à Paris le jeudi 2 décembre 2021 pour faire entendre leurs voix. Bien entendu, les camarades de l'UDR 33 étaient présents.

Plus de 25000 retraités de toute la France ont répondu à l'appel



et ont rejoint la capitale.

C'est la 11ème manifestation des retraités depuis que Macron est président.

Malheureusement de nombreux camarades n'ont pu nous rejoindre pour différentes raisons (passe sanitaire, problèmes de santé...).

Malgré tout, ce fût un succès, les retraités ont bien compris les enjeux et veulent être entendus sur leurs revendications.

Mais à travers ce mouvement, nous voulons faire passer un message au gouvernement. Nous ne sommes pas dupes, **nous disons NON aussi** :

- Au passe sanitaire
- À la destruction de notre sécurité sociale
- À la réforme des retraites
- À la répression
- ...

Par contre **nous disons OUI** :

- À une augmentation des retraites et pensions



- À la liberté individuelle et collective...

Nous sommes convaincus que pour faire reculer nos gouvernants, il faut un mouvement d'ampleur, tous ensemble, qui bloque l'économie du pays. C'est seulement comme cela que nous gagnerons.

C'est décidé, pour mes étrennes, je m'achète de bonnes chausures de marche. L'année 2022 va être terrible sur le plan social. Je suis prêt au combat. Et vous ?

Patrick FAUCOINEAU





RENTRÉE SCOLAIRE 2021! OÙ EN EST-ON ???

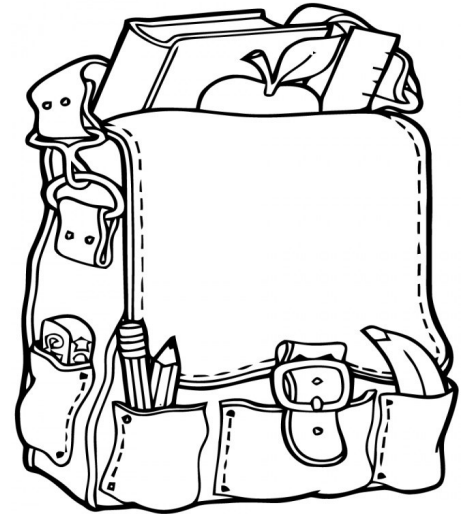
Au lendemain de la rentrée scolaire, le constat est sans appel : les classes sont surchargées ou fermées faute de remplaçants, les postes manquent partout parmi les personnels administratifs, médico-sociaux... Le ministre refuse de créer les postes nécessaires. Le budget 2022 prévoit la suppression, dans le second degré, de 470 emplois (au niveau national) d'enseignants, qui s'ajoutent aux 1800 postes supprimés en 2021. C'est inacceptable !

Crise des vocations ? il semble en effet, que moins en moins de jeunes étudiants veulent rentrer dans l'enseignement. Les enseignants français sont parmi les plus mal payés d'Europe. Entre le 1er janvier 2000 et le 30 septembre 2021, l'inflation en France est de 34,3%. Aujourd'hui, pour garantir au fonctionnaire le même pouvoir d'achat qu'en 2000, il faudrait revaloriser le point d'indice de 21,68%. Un enseignant du premier degré en fin de carrière perd 684 euros par mois. Le montant de la « prime d'attractivité » accordée par le ministre Blanquer s'échelonnera de 57 euros à 28,50 euros selon l'ancienneté. Quelques miettes loin de compenser le pouvoir d'achat perdu. Que dire de la situation des AESH (accompagnants d'élèves en Situation de Handicap) ? Leurs heures d'accompagnement des élèves ont baissé, et les AESH sont tirillés entre plusieurs élèves et plusieurs établissements, avec des conditions de travail déplorables... et ce pour 933 euros ! (AESH nouvellement recruté).

Avec la Fédération Générale des Fonctionnaires FO, la FNEC (fédération nationale de l'Éducation et de la Culture) FO demande un rattrapage du pouvoir d'achat perdu avec l'augmentation de la valeur du point d'indice à hauteur de 20%.

Dans le même temps, le Gouvernement Macron entame une remise en cause du monopole d'Etat du marché de l'Éducation en ouvrant la voie à la privatisation des écoles, des collèges et des lycées, c'est aussi une attaque contre le baccalauréat national, gage de l'égalité de traitement des élèves. Après avoir intégré le contrôle continu qui compte 40% de la note, le ministre Blanquer demande aux enseignants d'élaborer un protocole d'évaluation établissement par établissement. Cela consacre l'autonomie des établissements contre l'égalité d'accès à l'instruction et cela constitue une nouvelle attaque contre la liberté pédagogique individuelle des enseignants. Derrière cela, il s'agit de transposer le modèle Européen LMD (Licence Master Doctorat) des blocs de compétences, des parcours individualisés et des diplômes maisons à l'enseignement secondaire.

Le 2 septembre dernier, le Président de la République annonçait une expérimentation dans 50 écoles de Marseille où les directeurs pourraient choisir les autres enseignants de l'école, où les fonctionnements et les rythmes scolaires des écoles pourraient être adaptés en lien avec les acteurs extrascolaires



(associations sportives et culturelles, entreprises...etc) . La FNEC s'est adressée au ministre pour exiger l'abandon pur et simple de cette « expérimentation » qui transforme l'école en « start-up » et les directeurs d'école en PDG chargés de recruter les enseignants « les plus dociles ».

On sait que les directeurs d'école et les chefs d'établissement ont déjà une charge de travail très importante. La FNEC demande l'abandon de la Loi Rilhac qui attribue une autorité hiérarchique, sans augmentation de quotité de décharge, sans création d'aide administrative, sans augmentation indiciaire et aucun allègement de service.

Pour Blanquer, c'est le sens des mesures issue du « Grenelle » qui entendent s'en prendre au fonctionnement même des écoles en instaurant un « management » digne des entreprises privées. La marche à la privatisation est en route à l'Éducation Nationale.

Autre exemple, lors du CSE (conseil supérieur de l'Éducation) du 06 octobre dernier, à l'ordre du jour, un projet portant recon-

naissance par l'Etat d'écoles techniques privées a été présentée par l'inspection. Celle-ci a retenu deux établissements supplémentaires à la liste déjà longue des « écoles de production » (entreprises privées) :

L'école de production du Hainaut, école privée de production environnement durable (EPPED) de Quéchevrain (académie de Lille)

L'institut de Formation technique de l'ouest (IFTO) de Cholet (académie de Nantes).

Cette reconnaissance est possible depuis l'instauration de la Loi Pénicaud, dite « pour la liber-

té de choisir son avenir professionnel »...

Sous couvert de « bienveillance sociale », des jeunes de 14 à 18 ans travaillent dans une école usine, doivent répondre à de véritables commandes aux conditions réelles du marché et cela, sous statut scolaire, donc sans être rémunérés. Il s'agit bien de travail gratuit et de régression sociale, car oui, on peut parler d'exploitation de la jeunesse sous couvert de formations, sans contrat d'apprentissage, sans rémunération et convention collective !

L'accord du CSE conditionne l'ac-

cès à des subventions publiques. Ces écoles peuvent bénéficier du solde de la taxe d'apprentissage, sous l'autorité de « France Compétences » (instance nationale issue de la Loi Pénicaud) qui est l'autorité nationale de financement et de régulation de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

C'est autant de financements dont les Lycées Professionnels publics sont « spoliés » alors que les moyens manquent partout...

Jean François LARÉQUIE

FO-DGFIP DÉNONCE

FO-DGFIP33 dénonce le traitement fait par la Direction à deux de nos collègues de la trésorerie CHU.

La Directrice a décidé à compter du 15 septembre, en vertu de la loi sur l'obligation vaccinale, de suspendre nos collègues qui par conséquent sont suspendus de salaire. C'est inacceptable pour notre syndicat !

Alors que l'administration vante

quotidiennement les mérites et les possibilités de travail à distance et de télétravail aux personnels, la DGFIP et la DRFIP33 s'y refusent au cas particulier, comme s'il fallait faire des exemples...

Bien sûr, la Directrice répond qu'elle applique la loi, sans omettre de reprendre à son compte le discours gouvernemental sur le bilan positif de la

campagne vaccinale. FO-DGFIP33 n'en demande pas tant et n'oublie pas qu'au début de la pandémie, en bon petit rapporteur, la Directrice nous expliquait

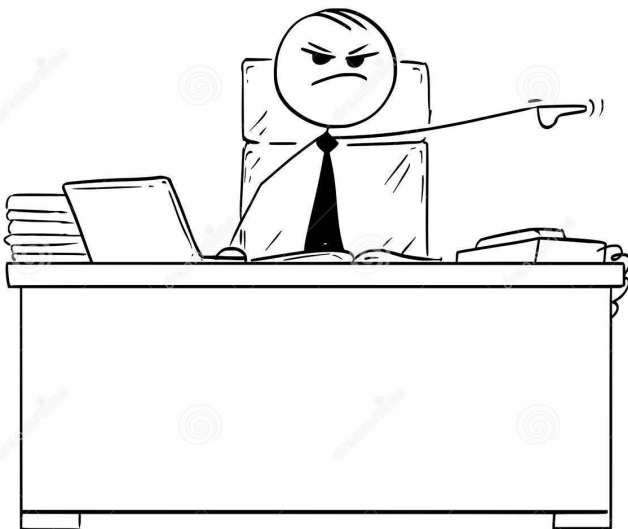
que le port du masque n'était pas efficace...

Nous ne rentrerons pas dans ce débat et ne jugerons pas de la pertinence des dispositifs sanitaires. Par contre, FO-DGFIP33 défendra toujours les salariés quand ils sont lésés.

Au cas particulier, nous contestons l'interprétation de la loi faite par la Directrice car l'obligation vaccinale s'impose aux salariés travaillant dans une enceinte hospitalière. Ce qui n'est pas le cas de nos collègues de la trésorerie CHU.

Fidèle à ses principes de solidarité et de défense des intérêts matériels et moraux des agents, FO-DGFIP33, avec l'aide de l'Union départementale, s'est engagé avec les agents concernés qui ont saisi le tribunal administratif.

Alain BOUTAREAUD



LA SÉCU ET SI ON EN PARLAIT

À la libération, la Sécurité Sociale obligatoire et universelle est créée par les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945. Elle fusionne toutes les anciennes assurances (maladie, retraite...) et garantit qu'en toutes circonstances chacun puisse disposer des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes. On cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

L'affiliation obligatoire à la sécurité sociale est la clé de voûte d'un système qui permet à la fois :

de conjuguer la couverture complète de l'ensemble de la population par des régimes universels,

de garantir l'équité de traitement des assurés et des entreprises,

et de maîtriser les dépenses et les coûts de gestion.

La création de la Sécurité sociale était dans le programme des « Jours heureux ». L'idée était de permettre à tous de vivre sans avoir peur de la maladie, de l'accident de travail, de la vieillesse...L'Assurance Maladie s'est construite depuis 1945 sur trois principes fondamentaux : l'égalité

d'accès aux soins, la qualité des soins et la solidarité.

Jusqu'à aujourd'hui, malgré les nombreuses attaques, les déremboursements, le système de protection social français reste le meilleur au monde. Mais pour combien de temps ?

Une première offensive de destruction a pour l'instant été tuée dans l'œuf, la réforme des re-

« le public est de plus en plus renvoyé vers internet et ainsi abandonné à lui même. »

traitements mais ce n'est que partie remise. Aujourd'hui la cour des comptes souligne le manque de salariés dans la branche retraite ce qui entraîne des retards et des erreurs mais paradoxalement, dans le même temps reproche de ne pas aller assez vite dans la suppression de postes.

On constate un double mouvement d'étatisation et de privatisation de notre système de santé caractérisé par un objectif de dépenses fixé arbitrairement sans rapport avec les besoins de santé de la population. La transforma-

tion de l'hôpital public en entreprise vise non pas la garantie du droit constitutionnel à la santé mais la rentabilité économique. La suppression des cotisations salariales et le basculement vers un financement par l'impôt

c'est la main mise de l'Etat sur la gestion de la Sécurité Sociale ce qui conduira à la réduction des effectifs et des moyens de fonctionnement.

Depuis les origines, les partenaires sociaux sont acteurs de la protection sociale collective de santé et sans concertation, le gouvernement a lancé une mission destinée à généraliser les fusions des caisses sur l'ensemble du territoire, à intégrer après le régime des indépendants, celui du monde agricole dans le régime général, soit une intégration totale sous l'égide de l'état avec le risque d'un financement fiscalisé.

Avec la mise en place des «Maisons de service public», l'accueil n'est plus assuré par des agents de la Sécurité Sociale et se réduit à des formes de plus en plus minimalistes car le public est de plus en plus renvoyé vers internet et ainsi abandonné à lui même.

Le ministre de la santé prépare le projet de la Grande Sécu gérée par l'état : fini le régime général de la Sécu, finie la MSA, finies les complémentaires, fini le paritarisme et donc finie la Sécu de 1945 faite par et pour les salariés, gérée paritairement par les salariés et les employeurs.

L'état s'occupera de la santé de ses citoyens dociles qui n'auront plus rien à gérer.

Marie-Paule BALZAN



PREMIÈRE SORTIE DE L'ANNÉE POUR LES CAMARADES DE L'UDR!!!

Jeudi 9 novembre 2021: première sortie de l'année pour les camarades de l'UDR!!!

Nous avons décidé de décentraliser notre réunion mensuelle du mois de novembre sur le bassin d'Arcachon.

Depuis l'année dernière, nous subissons les contraintes des masques, l'isolement, la perte de notre liberté et d'être chers et malgré tout, quoi qu'on en dise, une certaine appréhension.

Dès janvier 2021, nous avons bravé les interdits, tout en respectant les gestes barrières et avons réussi à réunir tous les mois notre commission exécutive à l'UD.

Mais là, ce fut un véritable bonheur de se retrouver à l'air libre au port de la Barbotière où notre

ami Jean-Paul Maraqué a sa "cabane".

Le temps était de la partie et de ce fait, un 9 novembre, nous avons pu manger dehors!

Notre ami José Zorraquino nous avait concocté une délicieuse "paella valenciana" et au menu huitres et vins offerts par nos camarades cheminots.

Je pense qu'en ces temps compliqués, cette journée fut un véritable bol d'air, apprécié de tous (photos à l'appui!!!).

Michelle WAGNER



CLIN D'ŒIL À LÉOPOLD

Léopold , tu nous a quitté le 14 août 2021 dans la plus grande discrétion.

Venant de toi , cela ne pouvait pas être autrement!

Je ne peux pas clôturer le chapitre de notre amitié sans te rendre un dernier hommage.

Hervé- Léopold, tu étais quelqu'un de bien, respectueux des autres, discret dans ta vie professionnelle comme dans ta vie privée. Il fallait vraiment que tu fasses confiance pour te livrer un peu.

Portant les couleurs de Force Ouvrière avec sincérité et dévouement, tu as œuvré pour notre section départementale FO COM que tu as amené dans les locaux actuels de l'UD, parce que tu considérais, à juste raison, que nous y avions toute notre place.

Mutualiste convaincu, associatif dans tes tripes, tu as siégé pen-

dant 2 mandatures pour FO COM en tant que vice-Président du Conseil d'Orientation et de Gestion des Activités Sociales de la Poste. Tu m'as embarqué avec toi entre autre au Conseil d'administration du restaurant de la Poste à Bordeaux Bonnac, au Conseil d'administration du Centre de Loisirs Sans Hébergement à Martignas.

Que de bons souvenirs, sans oublier nos trajets en tram où l'on papotait jusqu'à l'UD.

Je t'ai revu avec un immense plaisir partagé à Metz en mai 2017. Tu animais l'AG de la Mutuelle Générale, nous avons dîné ensemble, c'est la dernière fois que je t'ai vu.

Nous nous sommes promis de nous revoir à Bordeaux ou en Lorraine, mais la maladie t'a très vite rattrapé. Nous n'avons jamais rompu le lien. Tes derniers sms remontent au mois de mai



2021, je ne peux me résoudre à les effacer.

Pour ceux qui l'ont connu au travers de ses diverses activités professionnelles, syndicales et associatives, cet hommage très personnel est destiné à Hervé-Léopold Voinier, ancien secrétaire départemental FOCOM de la Gironde.

Michelle LÉRIN-WAGNER

L'AG DE NOTRE UNION DÉPARTEMENTALE DES RETRAITÉS DEVRAIT SE TENIR LE JEUDI 17 MARS 2022 À L'UD, SALLE DES CONGRÈS, SOUS TOUTES RÉSERVES, EN PRÉSENCE DE NOTRE CAMARADE DIDIER HOTTE, SECRÉTAIRE ADJOINT DE L'UCR.

BULLETIN D'ADHESION

À remettre à un militant F.O ou à adresser à U.D.R.F.O 33

17-19 Quai de la Monnaie 33080 Bordeaux Cedex

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....

Adresse Mail:.....